



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

A Washington, D.C.:

Nadine Ghannam
Tél.: +1 (202) 473-3011
E-mail: nsghannam@ifc.org

Merrell J. Tuck-Primdahl
Tél.: +1 (202) 473-9516
E-mail: Mtuckprimdahl@worldbank.org

L'Afrique subsaharienne enregistre le plus grand nombre de réformes portant sur la réglementation des affaires à travers le monde

Washington, DC, le 29 Octobre, 2014 - Un nouveau rapport du Groupe de la Banque mondiale révèle que l'Afrique subsaharienne a enregistré le plus grand nombre de réformes de la réglementation des affaires en 2013/14. Au cours de la dernière année, 74 pour cent des économies de la région ont amélioré la réglementation de leur environnement des affaires pour les entrepreneurs locaux.

Publié aujourd'hui, *Doing Business 2015: au-delà de l'efficience* constate que le Bénin, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo sont parmi les 10 premiers pays ayant le plus amélioré leur réglementation des affaires parmi les 189 économies couvertes par le rapport. Depuis 2005, tous les pays de la région¹ ont amélioré l'environnement réglementaire des affaires pour les petites et moyennes entreprises - le Rwanda en tête, suivi par Maurice et la Sierra Leone.

La série de rapports montre qu'au cours des cinq dernières années, 11 différent pays en Afrique Subsaharienne sont apparus sur la liste annuelle des 10 économies qui ont fait le plus de progrès, selon les indicateurs de mesure de *Doing Business*. Certains l'ont même été à plusieurs reprises - le Burundi, la République de Cabo Verde, la Côte d'Ivoire et le Rwanda.

« *Les économies d'Afrique subsaharienne ont fait des progrès notables ces 10 dernières années en réduisant les contraintes réglementaires relatives à l'environnement des affaires* », a déclaré Melissa Johns, Conseillère, Group des indicateurs mondiaux, Économie du développement, Groupe de la Banque mondiale. « *Nos données montrent que l'Afrique subsaharienne a enregistré le plus grand nombre de réformes sur 2013/14 ayant facilité le climat des affaires, avec 75 réformes sur les 230 recensées à travers le monde. Pourtant, malgré ces réformes, des défis persistent dans la région. Par exemple, l'incorporation d'entreprises continue d'être plus coûteuse et complexe en moyenne que dans toute autre région* ».

Le rapport constate que le Sénégal a mis en œuvre des réformes dans six des 10 domaines suivis par *Doing Business* – soit le plus grand total cette année. Grâce à ces réformes, le Sénégal réduit progressivement l'écart avec les meilleures pratiques observées ailleurs. En 2005, par exemple, l'importation des marchandises provenant d'outremer prenait 27 jours. Aujourd'hui, il faut 14 jours, soit autant qu'en Pologne.

Pour la première fois cette année, *Doing Business* a recueilli les données pour la deuxième ville commerciale dans les 11 économies où la population est de plus de 100 millions d'habitants. Au Nigeria, le rapport analyse donc maintenant la réglementation des affaires à Kano ainsi qu'à Lagos.

Le rapport de cette année élargit l'étendue des données de trois des 10 thèmes abordés, et il est prévu d'en élargir cinq autres l'année prochaine. En outre, le classement de la facilité à faire des affaires est désormais basé sur l'index de la distance de la frontière. Cette mesure montre à quel niveau chaque économie se situe par rapport aux meilleures pratiques mondiales en matière de réglementation des affaires. Un score plus élevé indique un environnement d'affaires plus efficace et des institutions juridiques plus solides.

¹ Exclut le Soudan du Sud, qui a été ajouté en 2013 à la liste des économies couvertes par *Doing Business*.

Le rapport constate que Singapour est en tête du classement mondial sur la facilité à faire des affaires. La Nouvelle-Zélande; la Région Administrative Spéciale de Hong Kong (Chine); le Danemark; la République de Corée; la Norvège; les États-Unis; le Royaume-Uni; la Finlande; et l'Australie suivent dans la liste des 10 premières économies où l'environnement est le plus favorable aux affaires.

###

A propos du rapport *Doing Business*

Doing Business, rapport annuel phare de la Banque mondiale, examine les réglementations qui affectent les différentes étapes de la vie d'une entreprise, allant de la création d'entreprise, au commerce transfrontalier, en passant par le paiement des taxes et la résolution de l'insolvabilité. Le classement global sur la facilité à faire des affaires est le résultat de l'analyse de 10 indicateurs dans les 189 économies. *Doing Business* ne mesure pas l'ensemble des facteurs liés à l'environnement des affaires qui sont importants pour les entreprises ou les investisseurs. Par exemple, le rapport ne tient pas compte de la qualité de la gestion du système fiscal, de certains facteurs de stabilité macroéconomiques, de la qualification de la main-d'œuvre ou de la résilience des marchés financiers. Les résultats du rapport ont encouragé des débats sur la législation des affaires à travers le monde et de nombreuses études ont été faites sur la corrélation entre les régulations qui répondent aux besoins des entreprises et le développement économique dans les économies. Chaque année, l'équipe *Doing Business* s'efforce d'affiner la méthodologie et améliorer la collecte, l'analyse et la sortie des données. Au fil des ans, le projet a bénéficié de commentaires et avis de nombreux intervenants. Avec pour objectif principal de fournir une base objective à la compréhension et l'amélioration de l'environnement réglementaire local pour les entreprises à travers le monde, le projet est soumis à des examens rigoureux permettant d'assurer sa qualité et son efficacité. Le rapport de cette année marque la 12^{ème} édition de la série de rapports *Doing Business*. Pour plus d'informations sur les rapports *Doing Business*, vous pouvez visiter notre site doingbusiness.org et nous rejoindre sur Facebook : [doingbusiness.org/Facebook](https://www.facebook.com/doingbusiness.org).

A propos de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale joue un rôle central dans l'effort mené à l'échelle internationale pour éradiquer l'extrême pauvreté et stimuler une prospérité commune. Le groupe comprend 5 institutions étroitement associées : la Banque mondiale, qui comprend la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et de l'Association Internationale pour le Développement (AID), la Société Financière Internationale (SFI), l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI), et le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI). Ces institutions travaillent main dans la main dans plus de 100 pays pour fournir des financements, des conseils et autres solutions afin d'aider les pays à faire face aux enjeux de développement les plus urgents. Pour de plus amples informations vous pouvez visiter nos sites www.worldbank.org, www.miga.org, et www.ifc.org.

Contacts régionaux pour les médias:

Afrique subsaharienne

Zibusiso Sibanda +221-33-859-7117

E-mail: zsibanda@ifc.org

Aby K. Toure +1 (202) 473-8302

E-mail: Akonate@worldbank.org